



Préparer la rentrée : une nécessité !

Depuis le 16 mars et la fermeture des établissements scolaires, les personnels de l'Education Nationale ont fait preuve d'un engagement constant aussi bien pour accueillir les enfants des soignants que pour rester en contact avec leurs élèves confinés. La FCPE 42 a été présente dès le début de la pandémie pour accompagner les parents d'élèves face à cette situation inédite et porter leurs revendications.

Néanmoins, la fermeture des établissements scolaires a entraîné le décrochage d'un nombre non négligeable d'élèves et ceci pour plusieurs raisons : équipement informatique, accompagnement personnel difficile à la maison, et parfois situations personnelles compliquées, apparues pendant la période, ou amplifiées par le confinement. L'engagement des personnels a été, comme toujours, très important et à la hauteur de la situation. Pour une majorité d'élèves, même si le lien avec l'école a été maintenu, il n'a pas remplacé, et ne pourra jamais remplacer le travail effectué en classe. Depuis le 11 mai et la réouverture progressive des établissements scolaires, la reprise en présentiel est effective mais ne touche qu'un nombre limité d'élèves sur un nombre limité d'heures de cours. En cette fin d'année scolaire, il devient urgent de préparer la rentrée prochaine qui ne pourra être celle qui était envisagée aussi bien pour des raisons sanitaires que pédagogiques. Dans ce contexte, nous dénonçons avec encore plus de force, la logique comptable qui préside seule à la carte scolaire, ainsi qu'à la gestion du service public dans son ensemble, depuis de trop nombreuses années.

Ainsi, dans le secondaire, alors que notre département accueillera en septembre un nombre d'élèves équivalent à cette année, il est prévu la suppression de 869 heures de cours chaque semaine. Dans le détail :

- Dans les collèges (dont SEGPA), 127 élèves supplémentaires sont attendus malgré la suppression de 68 heures de cours chaque semaine.
- Dans les lycées, 801 heures de cours sont supprimées chaque semaine pour seulement 139 élèves de moins (sur un total de 14 137 élèves).

Les conséquences de ces suppressions sont connues : effectifs des classes en hausse, suppression des cours à effectifs réduits et suppression des heures d'aides et de soutien. Ce qui n'était pas acceptable avant cette crise sanitaire devient inconcevable désormais. Nos élèves ne peuvent à la fois être victimes, comme chacun d'entre nous, de cette crise sanitaire et, en même temps, d'une politique visant à faire des économies en niant leurs besoins et leurs difficultés engendrées par la situation. Face à l'urgence de la situation, le SNES-FSU Loire, le SNEP Loire et la FCPE 42 demandent donc l'annulation des mesures d'économies prévues dans le secondaire.

Dans le premier degré, malgré la dotation supplémentaire annoncée par le ministre pour le rural, les mesures prises ont beaucoup impacté l'éducation prioritaire et laissent encore une trentaine d'écoles fonctionner avec des effectifs beaucoup trop importants, au-delà des seuils possibles. Malgré les difficultés de remplacement constatées cette année, il a encore été acté pour la rentrée 4 fermetures de postes de titulaires remplaçants, ce qui laisse présager d'importantes difficultés dès septembre. Avant la crise sanitaire, la prise en charge des élèves en difficulté par les RASED était loin d'être complète puisque nombre de demandes n'aboutissait pas. Il est certain qu'avec la suppression de 12 postes RASED, des économies sont faites sur nos élèves victimes de cette crise pour lesquels les difficultés seront plus importantes encore. Le SNUIPP Loire et la FCPE ont également dénoncé ce manque de moyens alloués à l'aide à la scolarisation pour les enfants en difficulté, creusant encore plus les inégalités entre territoires.

Enfin, comment ne pas évoquer la mise en place du « 2S2C » ? S'agit-il d'un dispositif transitoire ou d'un cheval de Troie ? Tout le monde peut comprendre que dans un contexte sanitaire exceptionnel on puisse chercher des solutions permettant d'accueillir des enfants qui ne pourraient être pris en charge par les seuls enseignants. Par contre, profiter de la complexité de la situation, pour instaurer la confusion entre le temps scolaire et le temps hors-scolaire, tenter de faire du « 2S2C » une alternative à l'organisation de l'Ecole actuelle ou encore renvoyer tout ce qui n'est pas « fondamentaux » hors de l'Ecole est inacceptable. Chaque fois qu'un tel dispositif a été mis en avant, cela a toujours été pour réduire les enseignements scolaires, notamment l'EPS et l'éducation artistique, au profit d'offres extra-scolaires à la charge des collectivités territoriales ou des familles, avec toutes les inégalités territoriales et sociales que cela peut générer.

Les organisations syndicales SNES-FSU, SNUIPP-FSU, SNEP-FSU et la FCPE 42 demandent donc l'annulation des mesures d'économies prévues dans notre département, la limitation au temps dans la crise sanitaire du dispositif 2S2C et une politique d'investissement en moyens humains pour prendre en compte les difficultés de tous les élèves.